

En Centrafrique, la force africaine déclare la guerre aux anti-balaka. Et : «Qui peut croire que les élections auront lieu dans quelques mois ?»

AFP avec Libération - 26 mars 2014 à 11:49



Un membre de la Misca aux alentours de Bangui, le 25 mars 2014. (Photo Pacôme Pabamdji. AFP)

Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort à Bangui ces derniers jours, lors d'attaques menées par ces miliciens majoritairement chrétiens.

La force africaine en Centrafrique (Misca) a ouvertement déclaré la guerre mercredi aux miliciens majoritairement chrétiens anti-balaka après la nouvelle flambée de violences qui a fait près de 20 morts ces derniers jours à Bangui. *« Désormais, nous considérons les anti-balaka comme des ennemis de la Misca. Et nous les traiterons en conséquence »*, a annoncé mercredi le chef de la Misca, le général congolais Jean-Marie Michel Mokoko, dans un entretien à la radio privée centrafricaine Radio Ndeke Luka, après les violences de ces derniers jours à Bangui au cours desquelles les soldats africains ont essuyé des tirs de la part d'anti-balaka et riposté.

Samedi et dimanche, des affrontements ont éclaté au PK-5 entre des groupes armés, opposant notamment des anti-balaka et des pillards à des musulmans encore retranchés dans ce secteur. Lundi, un soldat congolais de la Misca - qui compte 6 000 hommes - a été tué dans une embuscade à Boali (90 km au nord de Bangui), a indiqué de son côté l'Union africaine (UA) qui en a attribué la responsabilité aux anti-balaka. *« Ils se permettent de tirer sur des gens qui sont venus ici pour essayer de mettre un terme à cette crise au bénéfice du peuple centrafricain dont ils font partie »*, a accusé le général Mokoko, ajoutant : *« Nous les tenons pour responsables des attaques ciblées qui ont visé nos éléments ces derniers jours »*.

Dans la nuit de mardi à mercredi, des tirs sporadiques ont été entendus dans des secteurs de Bangui où sont installés des anti-balaka, qui ont par ailleurs érigé des barricades sur certaines artères de la ville, perturbant la circulation.

Exode de musulmans

Formées en réaction aux exactions contre la population perpétrées pendant des mois par les combattants essentiellement musulmans de la Séléka après leur prise du pouvoir en mars 2013, les milices anti-balaka s'en prennent depuis à la population musulmane. L'ancienne colonie française est livrée au chaos depuis et traverse une crise humanitaire sans précédent avec des centaines de milliers de déplacés fuyant les violences.

Ces violences ont provoqué un exode des musulmans de régions entières du pays. Pour ceux qui restent, la situation est «*insupportable*», a dénoncé vendredi Peter Bouckaert, directeur Urgences de l'ONG Human Rights Watch.

Depuis début décembre et le déclenchement de l'opération française Sangaris (2 000 hommes), la Misca a été considérablement renforcée en effectifs et en matériels (blindés notamment). Les forces internationales se sont d'abord attaquées à la neutralisation (désarmement, cantonnement) des combattants Séléka dans Bangui, suscitant au passage des critiques sur une supposée mansuétude - que les militaires ont toujours niée - à l'égard des agissements des anti-balaka.

Depuis plusieurs semaines, les forces internationales et les autorités centrafricaines, dont la présidente de transition Catherine Samba Panza - qui a succédé au chef des Séléka Michel Djotodia contraint à la démission en janvier - multiplient toutefois les avertissements à l'égard des anti-balaka, déjà qualifiés d'«*ennemis de la paix*». Le 20 mars, l'état-major de l'armée française avait indiqué «*avoir noté une forme de raidissement des anti-balaka, qui traduit sans doute l'impact qu'ont la force Sangaris et la Misca sur les zones où ils sont implantés (...) Ils se revendiquent anti-balaka, mais nous n'avons pas affaire à une structure organisée*».

Interrogé mercredi par des journalistes sur les accusations du général Mokoko, un des «*coordonnateurs*» autoproclamés des anti-balaka, Emotion Brice Namsio, a affirmé que des soldats de la Misca avaient tiré sur la population. «*Des éléments de la Misca se sont déployés samedi et dimanche au quartier Foûh et se sont mis à tirer sur la paisible population et on veut à chaque fois faire endosser la responsabilité aux anti-balaka. Non, trop c'est trop*», a assuré ce chef anti-balaka. «*Les anti-balaka ne riposteront à aucun tir, ni à aucune attaque. Ils ne sont pas des ennemis de la paix, mais c'est la Misca qui est l'ennemi du peuple centrafricain*», a-t-il menacé à son tour.

Centrafrique : «**Qui peut croire que les élections auront lieu dans quelques mois ?**»

Thomas HOFNUNG 27 mars 2014 à 18:01



Un soldat de l'Union africaine ^protège les funérailles de deux musulmans tués à Bangui, le 23 mars 2014. (Photo Siegfried Modola. Reuters)

INTERVIEW -

En poste à l'ambassade de France à Bangui de 2008 à 2012, chargé des Affaires culturelles et de la coopération, Didier Niewiadowski analyse les raisons de la recrudescence de la violence observée ces derniers jours. Selon la Croix-Rouge locale, au moins une vingtaine de personnes ont trouvé la mort depuis samedi, dans les affrontements qui ont éclaté aux abords des dernières enclaves musulmanes de la capitale centrafricaine. Celles-ci subissent sans discontinuer les assauts des milices anti-balaka qui veulent forcer ces communautés à quitter le pays, les jugeant collectivement complices des exactions commises jusqu'à l'intervention française par les rebelles de la Séléka (à dominante musulmane).

Comment expliquez-vous cette nouvelle flambée de violences ?

Les milices anti-balaka, souvent dénommées à tort «milices chrétiennes» par opposition à l'ex-Seleka musulmanes, ne sont toujours pas cantonnées à ce jour et encore moins désarmées, et cela en dépit des résolutions de l'ONU et de l'Union africaine. Cette situation les autorise à perpétrer leurs exactions en toute impunité. Les désœuvrés – paysans spoliés, coupeurs de route au chômage, enfants des rues non scolarisés – ont été rejoints par d'anciens militaires des Forces armées centrafricaines et par des boutefeux partisans de l'ancien président Bozizé, déposé il y a un an.

Ce ramassis, tout aussi inorganisé que l'ex-Séléka mais éparpillé en des groupuscules de quelques individus, se trouve livré à lui-même, obligé pour survivre de s'emparer des biens d'autrui et le plus souvent avec une violence extrême. Surtout lorsque l'animisme et les croyances d'un autre âge prennent le dessus. Le cannibalisme n'est pas étranger aux Bantous et aux peuples de la forêt. Ces «antiballes AK» (portant des gris-gris contre les balles des kalachnikovs AK 47) ne craignent personne car ils se croient invulnérables, surtout lorsqu'ils sont drogués. Ils peuvent donc accomplir les actes les plus odieux : d'abord sur les musulmans, mais aussi sur tout quidam. La criminalisation de ces groupuscules, capables de se fondre dans la population (ce qui n'était pas le cas de la Séléka), augmente avec l'anarchie. Une criminalisation qui n'était pas prévisible lors de la constitution des forces internationales et de la force Sangaris, et qui compromet gravement le retour à l'ordre public.

Quelles peuvent être les conséquences à moyen terme de la poursuite de ces exactions et du départ massif des musulmans ?

Outre la disparition du cheptel de la communauté des Peuls Bororos, la filière de l'exportation de l'or et diamants – jadis largement aux mains des Sénégalais, Soudanais et Mauritaniens – et les circuits commerciaux d'importation et de distribution – contrôlés en grande partie par des Tchadiens, Nigériens, soudanais et Libanais chiites – sont désormais en déshérence. Au-delà de ces répercussions économiques, des répliques politiques sont prévisibles. La force Sangaris aura des difficultés à répondre aux accusations de nombreuses organisations musulmanes d'avoir favorisé le départ des musulmans en désarmant prioritairement les Séléka et en poussant au départ de Michel Djetodia (ancien chef de la Séléka, démissionnaire en janvier dernier). La ghettoïsation des musulmans dans une quinzaine de sites à l'ouest de la République centrafricaine et à Bangui ne fera qu'aviver le désir d'en découdre des groupes islamistes radicaux qui n'attendaient que cela pour prendre leur revanche après l'opération Serval au nord du Mali. Pour eux, les frontières étatiques n'existent pas.

Que fait le nouveau pouvoir dirigé par Catherine Samba-Panza ?

Le gouvernement nouvellement élu est tombé dans les mêmes travers que les précédents. Samba-Panza et son gouvernement pléthorique – flanqué de 35 conseillers contribuant à faire régner la confusion et la prédation – n'ont aucune prise sur les événements. L'Etat est toujours dans un coma profond. Comment se fait-il que les leaders anti-Balaka ne soient pas arrêtés ? Que les criminels ne soient pas traduits en justice ?

Les premières nominations sous la présidence de Catherine Samba-Panza ont surpris car le népotisme et le clientélisme, si souvent décriés en RCA, sont revenus au galop. Des personnalités loin d'être irréprochables se sont retrouvées une nouvelle fois «à la mangeoire». La déception est grande dans les milieux centrafricains de la diaspora mais aussi chez les observateurs étrangers. Serait-ce maintenant le tour des amis de la Présidente désignée par 75 membres sur 135 du Conseil national de la transition (*Parlement par intérim, ndlr*) ? Les notables de la région natale de la Présidente, la Ouaka, et les Gbanziris (sa communauté, ndlr) vont-ils succéder aux Gbaya de Bossangoa ? Va-t-on, comme toujours en RCA, créer des Hauts conseils, des agences, des commissions, faire financer des études de faisabilité, organiser des voyages incessants à l'étranger souvent rémunérateurs pour l'import-export. L'urgence est au développement social, à la reconstruction de la voirie urbaine et l'accessibilité des chef-lieux de région. La mobilisation des ingénieurs, techniciens, travailleurs sociaux et professeurs centrafricains est prioritaire.

Comment faire pour stopper cet engrenage ?

Qui peut encore croire que des élections démocratiques pourront avoir lieu dans quelques mois alors qu'il y a un million de déplacés, 500 000 réfugiés et que la moitié de la population est en état de survie ? La saison des pluies

arrive avec toutes ses conséquences dramatiques pour la population, déplacée ou non. Il faut faire preuve d'imagination car les vieilles recettes de sortie de crise ne marcheront pas. C'est privilégier la facilité, mais encourir aussi un cuisant échec que d'imaginer sortir de la crise par des élections avec une organisation étatique similaire, en appuyant la reconstruction d'un Etat central et en ne s'interrogeant pas sur les idées fédérales et la décentralisation territoriale. Et en raisonnant dans un cadre uniquement étatique alors que la crise est aussi régionale.

En tout état de cause, la transition semble mal partie, encore une fois. Devant ce constat, ne faudrait-il pas envisager une forme de curatelle, et non de tutelle, en Centrafrique ? Cela permettrait de maintenir les institutions centrafricaines pour assurer la gestion quotidienne du pays, une représentativité internationale et une reprise en main progressive des secteurs régaliens. Mais la curatelle confierait à une organisation ad hoc, par exemple au Bureau des Nations unies (déjà présent à Bangui), épaulé par une administration dédiée, la gestion des programmes internationaux de relèvement de l'Etat, le paiement de ses agents, les programmes humanitaires, les financements des pôles de développement à mettre rapidement en place. Et, à terme, le processus électoral tel qu'il sera précisé par la Constitution de la nouvelle RCA. Il faut aussi, sans tarder, que la Cour pénale internationale ouvre le processus de création d'un Tribunal spécial sur la Centrafrique pour mettre fin à l'impunité.

Thomas HOFNUNG